

SUCCÈS DE LA FÊTE FÉDÉRALE

- **PLUSIEURS MILLIERS DE PARTICIPANTS, PENDANT DEUX JOURS.**
- **LARGE DÉBAT SUR LA SANTÉ AVEC PHILIPPE HERZOG.**
- **UNE FOULE ATTENTIVE AUX PROPOSITIONS DU PARTI COMMUNISTE.**
- **94 ADHÉSIONS AU PARTI COMMUNISTE.**
- **103 ADHÉSIONS A LA JEUNESSE COMMUNISTE.**

Oui, c'était une très belle fête, ensoleillée, colorée et gaie, avec une foule importante, attentive à la situation de la France dans de nombreux domaines et qui s'est exprimée et a débattu longtemps avec Philippe Herzog.

Sur la santé et la protection sociale, le débat s'est poursuivi pendant l'heure du déjeuner, toujours aussi sérieux et prenant. Médecins, personnels hos-

1. — La prévention sur le lieu de travail doit être une exigence de base et les droits des comités d'entreprise et des comités d'hygiène et de sécurité (C.H. S.C.T.) confortés.

La médecine du travail doit être défendue et améliorée.

De la même manière, il faut s'opposer aux projets de directives européennes qui visent à faire du sang et des organes des marchandises.

2. — Les revendications des personnels hospitaliers en matière de salaires, d'emplois et de qualifications doivent être satisfaites, car c'est là-dessus que repose la qualité des hôpitaux français.

3. — Des coopérations en Europe sont nécessaires pour aider à rattraper les retards en Europe du Sud et combler les inégalités régionales et sociales. Une priorité doit être accordée de ce point de vue à

pitaliers, usagers du système de santé, actifs et retraités ont débattu pendant plus de deux heures, débat animé, riche, constructif.

Philippe Herzog a présenté cinq propositions pour défendre et promouvoir la santé et la protection sociale en France et en Europe. En voici les traits essentiels :

4. — Des programmes de coopération excluant toute domination doivent être organisés en Europe à partir des secteurs publics nationaux et des recherches communautaires pour la prévention et les grandes maladies.

5. — Aujourd'hui, les énormes revenus financiers ne cotisent pas et avec le Marché

unique ne paieraient plus d'impôts. Il faut établir une cotisation sur ces revenus au même taux que pour les salariés.

Enfin, une réforme du système de cotisations du patronat doit permettre de moduler celles-ci afin de dissuader les entreprises qui spéculent et d'encourager la création d'emplois stables, l'augmentation des salaires et de la formation.



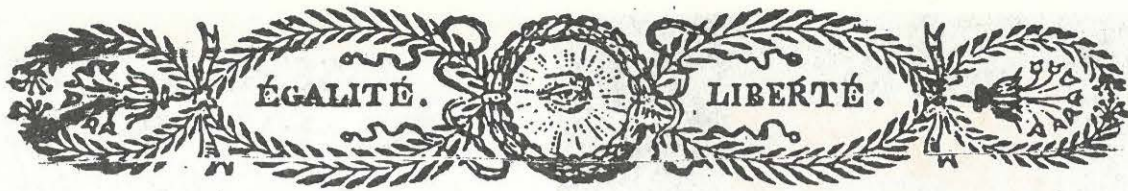
Une partie de l'assistance, pendant le meeting.

SPÉCIAL P.T.T.

SOMMAIRE

- Bi-centenaire
- Conférence : Henri BANGOU
- J.-C. LAMATABOIS : Un producteur actif
- Appel des Cent
- p. 2
- Spécial P.T.T.
- p. 3 et 7
- Une grande dame nous a quittés
- Aménagement de la Loire
- Démocratie bafouée
- p. 4
- La Fête (suite)
- Philippe HERZOG défend la Navale
- Nécrologie
- p. 6

PHOTOS : Raymond TESSIER.



L'ESCLAVAGE, « QUESTION CRUCIALE » DE LA RÉVOLUTION ?

Lundi 5 juin 1989, M. Henri Bangou, Sénateur de la Guadeloupe et Maire de Pointe-à-Pitre, donnera à Nantes une conférence-débat sur le thème de « La Révolution et l'esclavage », à l'initiative de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, salle des conférences de la Manufacture des tabacs, à 20h30.

L'abolition de l'esclavage ne serait-elle pas, en plagiant une formule célèbre d'Aimé Césaire à propos du problème colonial, « la question cruciale de la Révolution » ?

Elle l'est, sans aucun doute, pour Nantes. On ne saurait oublier, en effet, que de 1706 à 1791, Nantes a été en tête devant Bordeaux. Le Havre-Honfleur, La Rochelle et Saint-Malo, du trafic français d'esclaves noirs, avec 450 000 esclaves transportés et 1 300 voyages effectués par 40 000 navires. Le taux du profit de ce très lucratif « commerce triangulaire » entre Nantes, l'Afrique noire et les Antilles françaises dépassait le plus souvent 500 %, d'où la prospérité de la bourgeoisie des armateurs nantais, en cette fin de siècle pré-révolutionnaire.

Il faut cependant attendre le 16 pluviôse an II (4 février 1794) pour que la Convention montagnarde abolisse l'esclavage en ces termes : « La convention déclare l'esclavage des nègres aboli dans toutes les colonies ; en conséquence, elle décrète que tous les hommes, sans distinction de couleur, domiciliés dans les colonies, sont citoyens français et jouiront de tous les droits assurés par la constitution ».

Selon Henri Bangou, l'atmosphère dans laquelle est votée, par acclamations, l'abolition de l'esclavage illustre les sentiments nouveaux de l'assemblée : « scène attendrissante », lit-on dans le procès verbal, « longtemps prolongée au milieu de l'enthousiasme général et des cris mille fois répétés de « Vive la République », « Vive la Convention », « Vive la Montagne » (1).

Comment en arrive-t-on à cette heureuse, mais tardive, conclusion ?

Fondée, dès février 1788, par Brissot, la « Société des amis des Noirs », si elle est favorable à leur émancipation, ne se prononce pas, alors, pour l'abolition pure et simple de l'esclavage. Comme le raconte l'abbé Grégoire : « Une conférence eut lieu, entre La Fayette, Mirabeau, Condorcet et moi chez le duc de la Rochefoucauld... Nous fûmes d'avis unanime que les Nègres et mulâtres libres devaient être assimilés aux blancs pour les droits politiques et civils et que quant aux esclaves, il ne fallait pas brusquer leur émancipation, mais les amener graduellement aux avantages de l'état social » (2). Ces « amis des Noirs » distinguent soigneusement les hommes d'ores et déjà libres, quelle que soit leur race, et les esclaves.

Aussi le but de cette société n'est-il d'abord que l'abolition de la traite, puis des mesures d'adoucissement du sort des esclaves, et enfin, mais seulement dans un délai de seize, vingt ou même quarante ans selon les variantes, la mise en œuvre d'un plan d'abolition progressive de l'esclavage.

Partagée entre l'influence de la Société des amis des Noirs, et celle du lobby des défenseurs de la traite et de l'esclavage, colons de Saint-Domingue notamment, qui se réunissent à l'hôtel de Massiac, la Constituante vote, le 8 mars 1790, une première loi, puis une seconde le 12 octobre suivant, qui précise que seules les assemblées coloniales pourront décider de l'« Etat des personnes », c'est-à-dire du sort des mulâtres et des esclaves.

En mai 1791, après un débat houleux, l'Assemblée décide d'accorder le droit de vote aux seuls mulâtres nés de parents libres et qui sont « citoyens actifs », c'est-à-dire assez riches pour voter.

La Législative, sous l'influence de Brissot et Condorcet, deux des fondateurs de la Société des amis des Noirs, accorde, le 24 mars 1792, l'égalité politique aux seuls mulâtres.

Pendant, dans les Antilles,

contrairement aux soulèvements précédents à la Martinique, à la Guadeloupe, à Sainte-Lucie, et à Saint-Domingue même, la révolte de 50 000 esclaves de la plaine du nord de cette dernière île, dans la nuit du 22 au 23 août 1792, sous la direction initiale de Bouckman, ne s'éteint pas et gagne le sud et l'ouest de l'île.

L'Angleterre et l'Espagne entrant en guerre contre la République française le 1er février 1793, dans les Antilles les espagnols arment des troupes noires, et Toussaint Louverture devient général.

C'est alors que, sur place, deux commissionnaires civils de la République, les jacobins Sonthonax et Polverel, prennent sur eux de proclamer à Saint-Domingue, l'abolition de l'esclavage, au nord de l'île le 29 août 1793, puis au sud et à l'ouest le 21 septembre.

Il faut le temps d'un long voyage à travers l'Atlantique pour que l'Assemblée en soit informée. Elus fin septembre 1793, trois députés de Saint-Domingue - un blanc, un mulâtre et un noir - n'arrivent à Paris que le 24 janvier 1794 et ne sont entendus par la Convention que le 4 février.

Malgré des réticences jusqu'au sein du Comité de Salut public, l'Assemblée entière et généralise, dans l'enthousiasme que nous avons vu, l'abolition de l'esclavage.

A Saint-Domingue, Sonthonax prend encore sur lui d'annoncer, dès le 27 février, l'abolition de l'esclavage par la Convention, alors qu'il ne peut pas en être encore matériellement informé. Cette annonce est sans doute à l'origine du ralliement de Toussaint Louverture à la République française, le 6 mai 1794.

Dès lors, avec la reconquête de la Guadeloupe sur les anglais par Victor Hugues, de juin à octobre 1794, et la paix avec l'Espagne du 22 juillet 1795, le sort bascule aux Antilles en faveur de la République.

Cette histoire de la première abolition de l'esclavage, même très brièvement retracée comme ici, n'est pas sans susciter de nombreuses interrogations.

Et d'abord, pourquoi la question coloniale semble tenir si peu de place dans les préoccupations des révolutionnaires ? Au-delà, Yves Benot pose d'ailleurs la question de la place également restreinte de ce problème dans l'historiographie, y compris marxiste, de la Révolution (3).

Autre question : cette abolition est-elle le résultat du triomphe d'une « philosophie des Lumières » abolitionnistes ? Ou alors, n'est-elle que le simple résultat du seul pragmatisme politique circonstanciel de la Convention, pour faire face aux visées espagnoles et anglaises pressantes sur les Antilles françaises ? N'est-elle pas surtout, comme beaucoup des anticipations fécondes de la Révolution, le fruit de la poussée populaire, des sans-culottes à Paris certes, mais aussi des premiers intéressés : les esclaves noirs des Antilles ?

De plus, pourquoi et comment la première abolition française de l'esclavage se conclut-elle, en 1802, par un terrible génocide, « sans commune mesure avec l'objectif du maintien de la présence française dans l'île » dit Henri Bangou (4), perpétré par les troupes du Premier Consul Bonaparte ?

Pourquoi faut-il attendre ensuite 1848 et la Seconde République pour que l'esclavage soit de nouveau aboli, définitivement cette fois ? Et cela suffit-il à empêcher le colonialisme français de triompher dans la seconde moitié du XIX^e siècle ?

Voilà, parmi d'autres, les questions qui surgissent, au sujet de l'esclavage et de la Révolution. Vous ne manquerez pas de venir en écouter, le 5 juin à la manufacture des tabacs, les réponses particulièrement autorisées et compétentes, de Henri Bangou.

- Notes
(1) Henri Bangou, « La révolution et l'esclavage à la Guadeloupe, 1789-1802 », Ed. Messidor, Paris, 1989, p. 62.
(2) id., note 1, p. 62.
(3) Yves Benot, « La révolution française et la fin des colonies », Ed. La Découverte, Paris, 1987, Introduction.
(4) Henri Bangou, op. cit., p. 147.

BRÈVES CULTURES

J.-C. LAMATABOIS UN PRODUCTEUR ACTIF

Le moi privé, le moi public : Jean-Claude Lamatabois a accumulé des scènes vécues dans ses navigations maritimes ; il a mûri une expérience de responsable communiste, il a constamment mêlé le rationnel et le sensible, la volonté militante avec la liberté critique et l'amitié fraternelle envers ses camarades de Parti. Ami de Patrick Besson aussi bien que du poète catholique Yves Cosson, les loisirs forcés que lui laisse un accident de santé portent à un développement nouveau sa pratique d'écrire.

Jusqu'ici, il s'était fait connaître par des recueils intimistes comme **Des dames aux mille dieux** (c'est ce que Malraux appelait justement, « la persistance de l'individualisme au sein du communisme »). Il vient de prononcer une intervention très applaudie du colloque universitaire « imaginaire et Poétiques portuaires ». Il est maître d'œuvre d'un ouvrage collectif à paraître sur les Communistes, d'autres encore, en « Loire-Atlantique, espace d'espoir », livre dont on parlera. Enfin, outre un manuscrit poétique en chantier chez l'éditeur ACL CROCUS, un choix de poèmes de J.-C. Lamatabois est annoncé chez l'éditeur communiste Messidor pour très bientôt (Europe/Poésie), et c'est tout cela que le présent article avait pour intention de faire connaître aux lecteurs des Nouvelles de Loire-Atlantique. Le titre de ce choix de poèmes est optimiste : **Que la mort t'oublie**

Régis Antoine.

DATE A RETENIR

L'appel des Cent vous invite le 27 mai, de 14 à 17 h, rue de la Paix, à Saint-Nazaire, à manifester votre volonté de paix. Un marathon venant du Croisic et des cyclistes venant de la Brière convergeront à Saint-Nazaire, tandis que chanteurs et clowns animeront cet après-midi.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Joël BUSSON
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.P.P. n° 52 987

Dans le cadre du bicentenaire de la Révolution française, la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français vous invite à une

Conférence-Débat :

« RÉVOLUTION FRANÇAISE ET DROITS DE L'HOMME DANS LES COLONIES FRANÇAISES DES ANTILLES, ESCLAVAGE ET COLONISATION »

avec

HENRI BANGOU

Sénateur-Maire de Pointe-à-Pitre

Co-fondateur de la Société d'Histoire de la Guadeloupe,

Membre du Bureau Politique du Parti Communiste Guadeloupéen

Le lundi 5 juin 1989, à 20 h 30

Salle des conférences de la Manufacture des tabacs

Boulevard de Stalingrad à Nantes

Participation aux frais : 20 F. ou 10 F. (Etudiants et sans-emploi)

VOTEZ HERZOG • VOTEZ POUR VOUS ! DES RAISONS POUR VOTER COMMUNISTE

Le service public en général et les PTT en particulier sont un des enjeux et non des moindres de nos élections européennes.

Il y a un an et demi, le gouvernement de droite et son ministre Longuet montaient à l'assaut pour imposer leur projet de privatisation. On sait ce qu'en ont fait les travailleurs des PTT.

Aujourd'hui, Quilès-Prévot remettent cela. Car, que l'on ne s'y trompe pas, c'est bien de privatisation qu'il s'agit. D'ailleurs, le journal « L'Eclair » du 5 mai s'exprime ainsi : « Au centre du débat Prévot, il s'agit de la privatisation du service public, désirée par le gouvernement Rocard ». Fin de citation.

Et il y a une raison essentielle à tous ces moyens mis en œuvre pour faire accepter dans et hors de la profession le changement de statut des PTT.

C'est que 1992 n'est pas loin et le gouvernement français ne peut supporter de rester plus longtemps en échec dans ce secteur au cœur des enjeux stratégiques européens alors même qu'ailleurs le capital est

pour l'essentiel parvenu à ses fins : Grande-Bretagne, Pays-Bas, et pour une part non négligeable Espagne, Portugal, Grèce, etc...

Depuis des dizaines d'années, la profession est en butte à une offensive systématique de privatisation. Mais jusqu'ici, aucune loi de privatisation n'a pu s'implanter aux PTT.

Par
Claude CONSTANT

Candidat sur la liste
conduite par
Philippe HERZOG

Les élections professionnelles du 14 mars ont renforcé le syndicat CGT, montrant par là-même la volonté du personnel d'associer dans une même démarche : revendication salariale ou emploi avec proposition pour améliorer ou développer le service public dans le cadre du statut.

Les communistes s'inscrivent dans cette démarche. Et demain, comme ils l'ont toujours fait, les députés communistes européens travailleront dans ce sens.

Quilès le sait bien, c'est à une profession combative, fortement motivée par la conscience de son rôle dans le pays, dans le service public, à laquelle il s'attaque.

Mais les luttes revendicatives, aussi fortes soient-elles, ne suffisent pas, même plus unies et plus solidaires. Il faut se donner des moyens politiques accrus pour se défendre et pour pouvoir changer le cours des choses. Ils ont besoin d'élus actifs à leurs côtés.

Les travailleurs des PTT ont l'expérience de ce point de vue. Alors, vont-ils soutenir Giscard, Veil ou Fabius dont les politiques ont produit les effets que l'on connaît aujourd'hui ? Ces candidats ont perdu leur crédibilité.

Par leur action de tous les jours auprès des gens, les communistes et leurs candidats témoignent eux de la leur, de la confiance que l'on peut leur faire pour agir avec les travailleurs, défendre les acquis et faire avancer les propositions pour une véritable coopération européenne.

UN ATOUT NATIONAL : LES SERVICES FINANCIERS

La collecte de l'épargne publique par le réseau PTT représente 450 milliards de francs en 1988. Cet argent transitant par la caisse des dépôts et consignations est prêtée aux collectivités locales à des taux d'intérêts voisins de 9 %. Ce loyer de l'argent permet aux communes la réalisation d'équipements sociaux.

Du côté des banquiers, notre réseau suscite des convoitises en raison du potentiel de sa puissance publique (unique en Europe). Le hobby bancaire compte sur la bonne volonté du ministre Quilès qui, en été prochain, présidera le Conseil des Ministres Européens, pour livrer ce patrimoine à la privatisation. Si on les laissait faire, à terme ce serait 60 % de l'activité des bureaux de poste qui chuteraient avec des conséquences énormes sur le niveau de l'emploi à la

Poste et aux C.C.P.-C.N.E.

C'est pourquoi les communistes se prononcent pour :

— le maintien des services financiers sous une administration d'Etat plus démocratique ;

— un contrôle plus précis sur les sommes collectées devant servir à l'emploi productif et à l'autofinancement des PTT et non à la spéculation boursière ;

— l'augmentation du taux d'intérêt du livret A et B ;

— la rémunération des fonds collectés par les CCP à 7,5 % afin de couvrir les frais de gestion ;

— des prêts bonifiés au personnel ;

— la possibilité de souscrire un plan-épargne automobile similaire au plan épargne-logement.

AVERTISSEMENT

L'Europe des capitaux sans frontières c'est le rapprochement des banques pour un meilleur pillage des peuples.

Soyons solidaires des peuples pour mieux traquer les affameurs.

Europe 92, construire autrement et autre chose

P. HERZOG, p. 228

Nous ne voulons pas que les réseaux IBM, ATT ou Siémons soient fermés. Nous voulons des réseaux ouverts permettant à tous les peuples de communiquer pour leurs échanges culturels, scientifiques, technologiques. Chacun doit pouvoir accéder à des savoirs pour déployer efficacement ses activités, sans léser ceux qui livrent ces savoirs et au contraire en les enrichissant par l'échange.



Philippe Herzog et Claude Constant : attentifs aux préoccupations des travailleurs avec Christian Saulnier, administrateur de l'Aérospatiale.

**Salle Monmousseau, Bourse du Travail
8, rue Arsène-Leloup - NANTES**

VENDREDI 2 JUIN à 19 H

**Rencontre avec
les nouveaux élus communistes à Nantes :**

dont **Claude CONSTANT**

Candidat aux Elections Européennes,
Adjoint au maire de Nantes.

— **Europe : « Quelles implications pour les PTT ? »**

BUFFET CAMPAGNARD

Prix du repas : 50 F.

Nécessité de réserver à la Section avant le 31 mai 1989.
Tél. 40.35.69.43.

UNE GRANDE DAME NOUS A QUITTÉS

C'est une assistance nombreuse qui a accompagné Esther Garçon au petit cimetière de Saint-Brévin. Esther était la fille de nos camarades Blanche et Pierre Gaudin, vétérans du Parti.

Mme Marthe Gallet, présidente de l'A.N.A.C.R., avec beaucoup d'émotion, a retracé une période de la vie d'Esther :

« En 1987, à la Sorbonne, au colloque des femmes sur la Résistance, elle m'avait écrit pour la préparation de cette rencontre, ce sont ses propres mots, des passages de son témoignage que je vais lire :

... Mes plus fidèles souvenirs, ceux que ma mémoire a fixés comme déterminants, les paroles de Gabriel Péri lors d'un meeting à Nantes où il appelait au soutien total à l'Espagne Républicaine... En août 1940, les troupes allemandes faisaient leur entrée à Nantes. J'avais 14 ans. Je fréquentais le collège Aristide-Briand et la vie aurait pu continuer pour moi comme pour beaucoup de mes camarades de classe si mon père n'avait pas été arrêté par la police de Vichy. Lorsque le professeur de français nous pria, dans le cadre du cours, de rédiger la lettre que tous les collégiens devaient adresser au Maréchal, je me levai d'un bond et refusai de faire ce devoir... Peu de temps après, je fus contactée pour participer aux activités du Front National Universitaire et, régulièrement, nos tracts furent distribués au collège et au lycée Clemenceau.

Mon père, interné à Châteaubriant, nous parlait des camarades affectés à la baraque des otages. C'est là que furent choisis en grande partie les 27 qui seront fusillés à la Carrière. On me confia la mission d'aller chercher à Châteaubriant le paquet de planches sur lesquelles ils avaient écrit, en plus de leurs lettres, leurs dernières volontés. Les planches sont aujourd'hui au musée de l'Histoire à Montreuil. Pour moi, il reste le souvenir d'une certaine appréhension bien sûr, mais d'une grande fierté (Esther avait 16 ans).

Peu de temps après, mon père s'évadait du camp et nous dûmes, maman et moi, nous cacher avant de quitter la région pour Paris où, tout en étudiant, j'aidais maman dans son travail d'agent de liaison.

Maman en prison, mon père déporté, je

réussis à revenir illégalement à Nort-sur-Erdre où je repris contact avec les francs-tireurs et partisans. Ce fut une courte mais enthousiaste période. J'entraî tout naturellement au 2^e bataillon et participai à la lutte. La libération était proche...

Mon bataillon, cantonné à Guéméné, a contribué à la défaite des forces allemandes demeurées dans la poche. C'est là que, blessée dans un accident de moto, je quittai mes camarades pour un séjour de deux mois à l'hôpital. Je fus juste rétablie pour participer avec le bataillon à la première commémoration de Châteaubriant...

Adieu Esther, nous sommes restés fidèles à l'idéal pour lequel tu as vécu ».

La Fédération du Parti Communiste salue avec émotion la mémoire d'Esther Garçon et exprime sa profonde amitié à Blanche et à Pierre Gaudin ainsi qu'à leur famille.

DERNIÈRE MINUTE

DÉMOCRATIE BAFOUÉE

Madame le Maire de Saint-Malo-de-Guersac ne supporte pas que les associations sportives aient élu notre camarade Roger David, président de l'Office municipal des Sports.

Elle a décidé de lui retirer ses délégations municipales.

Madame le Maire considère-t-elle les associations comme ses courroies de transmission ?

LA BOULETTERIE : POUR LA RÉHABILITATION DU LOGEMENT

A St-Nazaire, les communistes de la Bouletterie ont recueilli 314 signatures sur une pétition pour la réhabilitation de leur logement. Ils ont réalisé, en outre, 5 adhésions et ils organisent un banquet de lutte et de solidarité pour le vote communiste aux Européennes qui se déroulera le 3 juin à la maison de quartier. Cent personnes du quartier sont déjà inscrites.

LE SAVIEZ-VOUS ?

En Loire-Atlantique, 13 % des exploitations agricoles sont au bord de la faillite, ce qui correspond à environ 1 500 exploitations d'une surface moyenne de 40 hectares. Comme quoi, les politiques agricoles successives de la droite et du P.S., toujours au nom de l'Europe, n'ont apporté que déboire au monde paysan. Cependant, l'agriculture française peut sortir de l'ornière, dans une Europe "autrement" comme le propose Philippe Herzog.

ENVIRONNEMENT

L'aménagement de la Loire :

LE MOUVEMENT NATIONAL DE LUTTE POUR L'ENVIRONNEMENT COMMUNIQUE

« Nous avons réaffirmé notre volonté de participer à une véritable concertation entre toutes les parties concernées. Nous exigeons une vraie transparence et la démocratie la plus large : qu'aux côtés des pouvoirs publics, de l'EPALA et des élus, toutes les associations intéressées, représentantes des travailleurs et des populations, puissent intervenir... »

... nous avons pris acte des déclarations du secrétaire d'Etat à l'environnement affirmant que le protocole de 1986 ne serait pas remis en cause et que l'Etat tiendrait ses engagements...

1) d'études complémentaires sur le passé, le présent et le devenir des milieux naturels de l'environnement,

2) de propositions pour le suivi des problèmes écologiques et environnementaux nouveaux, liés à la réalisation des aménagements.

Nous avons réclamé que sur ces points des engagements soient pris, que des moyens soient dégagés...

Les menaces de crues sont une réalité. Les montées subites, ces jours derniers, ici en Haute-

Loire, des eaux de la Loire nous rappellent l'irrégularité et l'impétuosité du fleuve et de ses affluents et la catastrophe de 1980 est encore dans toutes les mémoires...

Réalité également que les menaces d'insuffisance dans l'alimentation en eau de grandes villes comme Montluçon, Tours, Nantes... puisque tout le monde s'accorde à reconnaître que le niveau des nappes baisse.

Enfin, tout abandon serait grave pour l'environnement et les milieux écologiques eux-mêmes puisque les inondations et les sécheresses, si elles frappent les hommes, ne les épargnent pas...

Peut-être moins tapageuse et médiatique que celle menée par d'autres, notre action, nous en sommes convaincus, est une action constructive et responsable au service des hommes et de la nature...

Nous tiendrons ici au Puy, en juin prochain, une rencontre-débat avec la population et les travailleurs.

Le Puy, Haute-Loire, le 27.04.89.

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

**CONSTRUIRE
GÉRER
ENTREPRENDRE
AMÉNAGER
DIFFUSER**

Des équipes de professionnels connaissant le marché public, ses décideurs et leurs impératifs.

Bretagne Loire équipement :

le partenaire indispensable pour une conception moderne de la gestion des collectivités.

EDIMAGE

92, rue Carnot
56100 Lorient
Tél. : 97.21.65.71



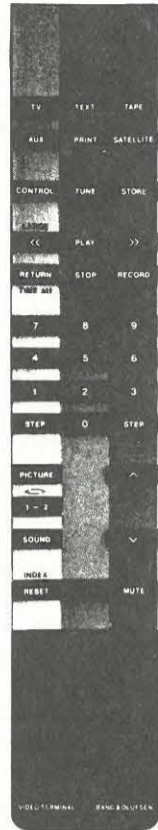
groupe gifco

33, av. de la République ST NAZAIRE 40.22.50.50

GILRADIO

SONY
HITACHI

BOSE
YAMAHA



HIFI VIDEO
TELEVISION

TELEVISEUR COULEUR
HITACHI Mod. 2148
55 cm, télécommande, Pal/Sécam - Net **4690F**

CAMESCOPE SONY JUSQU'AU 15 JUIN
CCD V 200 PROMOTION EXCEPTIONNELLE

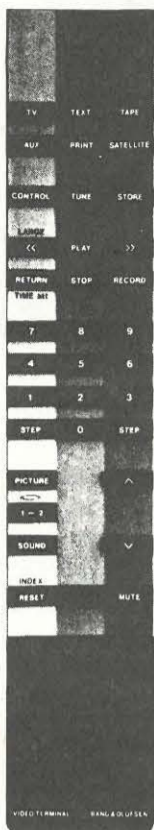
CAMESCOPE HITACHI
VMC 30 VHSC **8790F**
Complet - Net

CHAÎNE HITACHI MD 30 **4790F**
2 x 40 watts, double K7, laser
Luner, pré-étre disque - Net

MAGNETOSCOPE HITACHI
VT 520 **3990F**
Télécomm, infra rouge, 2 prises Péritel

PLATINE LASER
YAMAHA **1990F**
A partir de

Bang & Olufsen
Pour animer vos soirées sono-disco complète 800F - Location caméra vidéo



Ets Pierre DAVY

distributeur
officiel



FÊTES DES MÈRES 89

Tout le petit électro-ménager

Cadeaux utiles

Revendeurs casseroles SITRAM

85, avenue de la République - SAINT-NAZAIRE
Tél. 40.22.42.84



ET SI VOUS INVITIEZ UN ENFANT CET ÉTÉ...

Pour des milliers d'enfants, être "en vacances" signifie, tout simplement, ne pas aller à l'école.

Les vacances ont pourtant un rôle essentiel au niveau de la santé, de l'épanouissement et de l'éveil.

En 1988, avec le Secours Populaire Français, 158 familles du département ont ouvert leur maison pour recevoir un des enfants, dont la famille, touchée par le chômage, la maladie, la vie précaire, ne pouvait lui offrir quelques jours d'évasion.

Pendant quatre semaines, ces

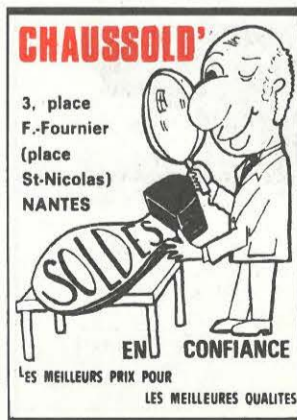
enfants de 6 à 11 ans ont pu découvrir de nouveaux horizons, partager une autre vie.

Leur offrir des vacances, c'est leur donner une chance supplémentaire dans la vie.

Si vous habitez la campagne, si vous partez à la mer ou à la montagne, le Secours Populaire Français vous invite à accueillir un enfant cet été.

Pour tout renseignement, adressez-vous à :

Secours Populaire Français,
13, rue Maréchal-Joffre, 44000
Nantes. Tél. 40.74.48.41.
CCP 576 01 U Nantes.



EMPRUNTS S.N.C.F. MAI 1989

DATE D'EMISSION : 22 MAI

B.A.L.O. DU 22 MAI

Visa de la COB n° 89181
du 16 MAI 89

CONTRÔLE SANS PRÉAVIS

DIMANCHE 28 MAI : FÊTE DES MÈRES

Dimanche prochain, cette phrase sera prononcée par de nombreux enfants qui arriveront avec, à la main, quelques fleurs, un petit objet qu'ils auront fabriqué eux-mêmes ou un cadeau plus important qu'ils auront choisi avec leur père ou en se cotisant entre eux.

Qu'est-il possible d'offrir en ce jour de la Fête des Mères ? Quelque chose dont la maman a envie sans toujours pouvoir l'acheter. Un objet personnel : eau de toilette, bijou... ou bien plus utile, comme ces nombreux appareils ménagers d'aujourd'hui, qui sont tant convoités.

L'article décoration plaira également beaucoup, du bibelot au luminaire, sans oublier toute la gamme des petits meubles et, pourquoi pas, les grands.

Tout ce qui touche d'abord au domaine féminin sera le bienvenu, de la fleur au disque, du livre à la vaisselle de qualité, de la chaussure à la machine à coudre, le choix est vaste, selon les goûts... et les bourses.

Ce qui compte surtout, c'est l'intention et la tendresse, et tant mieux si celles-ci se doublent d'un cadeau utile et de valeur.

GIFCO

Des sociétés au service des collectivités

CONSTRUIRE Des équipes de professionnels pour vous
GÉRER conseiller et vous guider dans vos choix en fonction
ENTREPRENDRE de vos besoins et de vos impératifs budgétaires.
AMÉNAGER
DIFFUSER les sociétés du groupe GIFCO sont représentées dans toute la France

GIFCO : 20, boulevard Masséna, 75013 Paris - Tél. 45.82.47.47



Philippe HERZOG dédicace son livre.

ÉCHOS DE LA FÊTE

— Le jambon de la cellule Halvêque de Nantes a été gagné: il pesait 5,760 kg.

— L'association France-Tchécoslovaquie recherche le gagnant de la poupée folklorique. Le tenant du billet Cx6 est invité à réclamer la poupée au siège: 11, rue Corvisart à St-Nazaire.

Succès du concours de pêche:

— 30 pêcheurs ont participé au concours de pêche patronné par «Ricard» avec le soutien des commerçants de: «l'Aquarium», «Le Relais des Vignes» et «Le comptoir du Pêcheur».

Voici le classement:

1er: Cheral Marcel avec 680 gr; 2°: Picquel avec 243 gr, classé également en tête des jeunes; 3°: Le Brech Laëtitia avec 91 gr, (première femme); 4°: Yviquel Marcel avec 60 gr; 5°: Thil France avec 58 gr; 6°: Herveau avec 55 gr; 7°: Grosbois Pascal avec 47 gr; 8°: Guillard France avec 43 gr; 9°: Ménard Yannick avec 33 gr; Lempereur Manuel avec 33 gr; 11°: Tebakha avec 24 gr; 12°: Bardau avec 18 gr; Legland Bruno avec 18 gr; 14°: Barberousse avec 15 gr; 15°: Legland Régis avec 14 gr.

Jean Beurrier, l'organisateur de cette sympathique partie de pêche, nous a précisé que tous

les participants ont été récompensés, mais il a refusé de nous dire si cette frétilante friture a été, par la suite, dégustée dans les restaurants présents sur la fête.

OBJETS TROUVES SUR LA FÊTE

- 1 trousseau de clés,
 - 1 tee-shirt vert (enfant),
 - 1 paire de basket (enfant),
- à réclamer au siège de la section du PCF - 18, rue des Halles - St-Nazaire.
- Le tirage des vignettes de la fête paraîtra dans la prochaine édition de notre journal.

PHILIPPE HERZOG DÉCLARE :

« IL FAUT DÉVELOPPER LA CONSTRUCTION NAVALE »

Dans l'Ouest, en développant la recherche industrielle, la formation, la coopération entre le secteur public et les coopératives agricoles, en poussant le secteur privé à s'impliquer, on pourrait développer l'énorme potentiel agro-alimentaire sous-utilisé, transformer sur place les produits bruts, produire des engrais et des équipements.

Le port de Saint-Nazaire est bien placé pour les liaisons avec l'Afrique. Il faudrait multiplier les accords de coopération.

C'est pourquoi, il faut développer la construction navale à Saint-Nazaire. Le plus grand paquebot du monde a été construit récemment ici. La construction du car-ferry breton a été arrachée par la lutte unie des salariés du Chantier et des bretons.

Mais aujourd'hui, que se passe-t-il?

Suppression d'effectifs, refus d'embauche des jeunes, salaires bloqués.

Alors que partout en Europe et dans le monde, les commandes de navires progressent, ici on recule.

«Soumettez-vous aux niveaux de salaires et aux conditions de travail des coréens dit-on aux salariés de Saint-Nazaire et vous rejoindrez le peloton de tête Européen».

Rien n'est plus faux. Le retard des salaires, des qualifications, des embauches, c'est le recul assuré des productions et des techniques. Et Alsthom cherche à vendre les Chantiers.

Exigeons par la lutte et par le vote communiste que la France développe au contraire sa production navale et ses façades maritimes.

D'autres que nous n'appliquent pas les directives de la C.E.E. et ils progressent. C'est en France qu'il faut agir.

On doit exiger que les aides publiques servent à financer des programmes de production, et non pas à financer les superprofits des gros armateurs, on doit organiser la coopération des armateurs et des chargeurs pour la modernisation de la flotte française et la reconquête des trafics, prélever des ressources sur les placements de trésoreries, empêcher l'utilisation des pavillons de complaisance.

De façon générale, voter communiste, c'est agir pour utiliser l'argent autrement, le faire servir à la recherche, l'éducation, l'emploi, la production.

LU DANS LA PRESSE

Dans «L'Eclair» et «Presse-Océan», J.C. Chemin souligne:

«Les stands présentés par les différentes cellules communistes du département ne manquaient pas en effet d'évoquer les problèmes et les difficultés rencontrés aujourd'hui dans la région et le pays. Point d'orgue à ces deux jours de fêtes sous le soleil: l'intervention dimanche après-midi de Philippe Herzog.

J.M. Ménoret dans «Ouest-France», sous le titre «le Parti Communiste en fête à St-Nazaire», remarque

«Cette énième édition de la fête de l'Humanité, au plan départemental, aura été un succès: des stands nombreux, des animations très diverses et une fréquentation populaire importante».

Par ailleurs, ces quotidiens régionaux reprennent des passages significatifs des

interventions de Philippe Herzog, au débat sur la santé et au meeting de dimanche après-midi.

La «Presqu'île Guérandaise» dans son numéro suivant la Fête n'a laissé aucune place à cette importante manifestation. Peut-être se rattrapera-t-elle dans sa prochaine édition?

NÉCROLOGIE

Nous avons appris avec tristesse le décès, à l'âge de 97 ans, de la mère de notre camarade Guy Meignen de Saint-Brévin. En ces instants douloureux, la rédaction des «Nouvelles» témoigne toute sa sympathie à Guy et à sa sœur et leur adresse ses sincères condoléances.

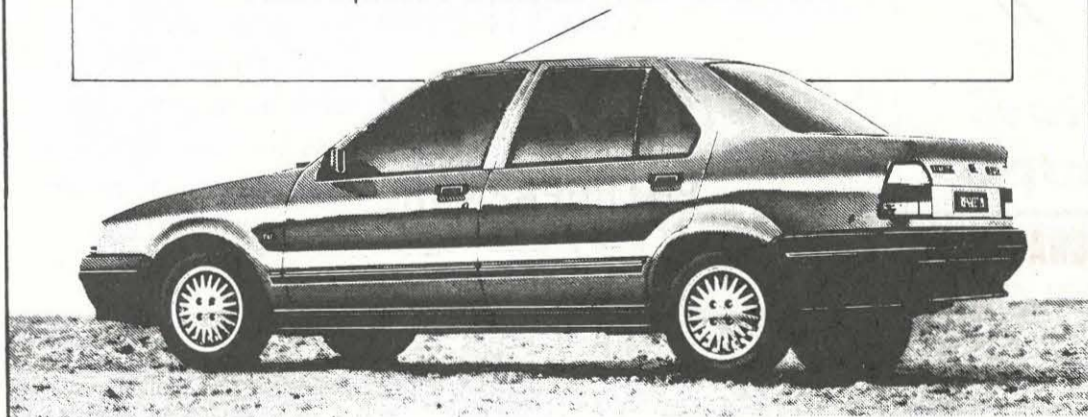
RENAULT 19 CHAMADE: UNE NOUVELLE RENault 19

DES AUJOURD'HUI, CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE

VENEZ LA DÉCOUVRIR

RENAULT St NAZAIRE CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE

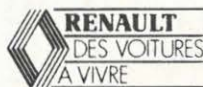
Voie Express Pornichet Tél. 40.70.35.07



LE GOUT DE LA FORCE

Venez découvrir la gamme Renault 19 Chamade • 10 versions
• 3 motorisations essence dont le nouveau moteur Energy
• 1 motorisation Diesel • Coffre de 463 dm³ avec seuil de chargement surbaissé.

Renault 19 Chamade. 10 versions à partir de 64 900,00 F.
Modèle présenté Renault 19 TXE Chamade avec options. Prix
clés en main, hors option au 15/05/89: 85 400,00 F. Milleime
89. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans.



RAPPORT PREVOT : TROP POLI POUR ÊTRE HONNÊTE

Le ministre des PTT, Quilès, comme il l'avait annoncé à la suite des conflits de la fin de l'année 88 dans les PTT, a chargé H. Prévot d'engager un soi-disant débat public au sein et autour de notre administration.

— Pourquoi faire et dans quel but ?

Tout d'abord, situons ce M. Prévot, présenté comme une personnalité indépendante. C'est un homme de pouvoir, un fidèle de Rocard qui fut attaché à son cabinet dès 1981. Il a par ailleurs également été secrétaire confédéral de la CFDT, responsable des questions économiques dans cette organisation.

— Ensuite posons-nous la question mais pourquoi faire ?

— En effet va-t-il être question de revoir fondamentalement la politique de personnel aux PTT ? En clair va-t-on arrêter de supprimer des emplois et va-t-on relancer le recrutement ?

— Va-t-on vers un

abandon de la politique de privatisation et de filialisation des activités rentables ?

— Va-t-on améliorer l'acheminement du courrier pour tous et la distribution ou verra-t-on notre pays s'orienter vers des systèmes de distribution beaucoup moins efficaces à l'exemple de l'Espagne ou du Portugal ?

— Verra-t-on l'abandon de mauvaises orientations comme la disparition du télégraphe, la suppression des cabines rapportant moins de 500 F par mois ?

— Laissera-t-on impunément se développer des sociétés de courrage tels que D.H.L., Phil Course, qui écrèment les activités les plus juteuses ?

— Va-t-on permettre au service public des PTT de réaliser et d'exploiter ce formidable atout technologique mis au point par le service public comme le réseau numérique à intégration de services (RNIS) qui permet l'échange d'informations parlées et informatiques et la trans-

mission d'images sur un même et seul support ?

En résumé, s'agit-il d'une recherche visant à améliorer les performances du service public et à renforcer les garanties du personnel, ou bien s'agit-il d'une mise en scène destinée à camoufler des décisions déjà prises notamment en perspective du marché unique ?

— On nous dit, mais les PTT ont une vocation industrielle et commerciale, il faudrait qu'ils soient plus indépendants de l'Etat. Pour cela changeons le statut d'administration d'Etat des PTT et pour le personnel abandonnons les règles trop contraignantes de la fonction publique. Transformons les PTT en établissement public industriel et commercial (EPIC) comme EDF-GDF.

Mais EDF-GDF comme les PTT n'est libre ni de sa politique d'emplois, ni de sa politique tarifaire, ni de sa politique salariale.

Comme nous, les travailleurs de EDF-GDF sont

confrontés aux milliers de suppressions d'emplois, aux bas salaires, aux attaques contre leur statut et le service public.

Alors existe-t-il des solutions ?

Oui il en existe, le gouvernement les connaît, il connaît les propositions de son personnel et notamment de la CGT qui a vu son audience renforcée aux dernières élections professionnelles.

Les usagers qui sont globalement satisfaits des PTT ne veulent pas remettre en cause leur service public, et ils ne veulent sûrement pas sa privatisation.

Oui décidément ces messieurs sont trop polis pour être honnêtes, il y a des mauvais coups qui se trament. Les travailleurs des PTT doivent le savoir et en même temps qu'ils engagent la lutte dans leur service ils pourront renvoyer la politesse à Quilès en votant communiste le 18 juin.

D. MALIDAN.

LA POSTE VICTIME DU DÉLIT D'INITIÉS

Connaissez-vous une entreprise se disant en difficulté pour assurer son expansion et qui conseille à ses clients d'opter pour les services de ses concurrents ? Eh bien, c'est ce que fait la Poste... au niveau de la Direction départementale.

Sans complexe, elle envoie ses attachés commerciaux clamer "à tout vent" dans les bureaux d'être à l'offensive contre la concurrence des entreprises de messagerie. Mais lorsqu'un client vient vers la poste pour lui demander d'assurer le relevage et le transport de son courrier d'entreprise, on lui conseille poliment d'aller voir ailleurs... ailleurs, vers les sociétés privées de courses spéciales, ou les taxis.

En fausses excuses, la Direction invoque « le marché porteur » alléchant pour les partisans de la privatisation, mais elle-même se refuse à effectuer le recensement des usagers potentiellement intéressés, notamment dans les agglomérations pourvues de zones industrielles.

Encouragés par les directives ministérielles, certains chefs de services préfèrent supprimer des emplois que de justifier des options nouvelles vis-à-vis du Service public. Faut-il parler de sabotage d'initiés ou de comportement d'intérêts serviles ? Pour combattre ces tendances, il faut inverser l'ordre de planification budgétaire vers plus de démocratie en y associant les usagers à partir de leurs besoins locaux.

DISTRIBUTION - ACHEMINEMENT NOUVEAU DÉCOUPAGE DU SERVICE PUBLIC

Le ministre n'a pas attendu les conclusions du rapport Prévot (1) pour mettre en place, à partir du 22 mai, un nouveau service de messagerie : Colissimo. Le but de l'opération est de supprimer les paquets urgents, express et départementaux à délai garanti en déviant le trafic en vue d'assurer la création d'une nouvelle filiale.

Le marché des paquets est évalué à 300 millions d'objets annuels à l'intérieur de l'hexagone. Quelle aubaine pour les fonceurs européens vers la privatisation !

A court terme, les usagers seront pénalisés dans le coût de leurs envois avec la hausse de la tarification selon la distance et l'abandon de toute péréquation nationale.

La sortie du trafic paquets des PTT peut ensuite servir

d'arguments (faux) au Ministère pour justifier des suppressions d'emplois en nombre massif.

En juin 1988, lors de son élection, M. Quilès se répandait en propos rassurants, laissant entendre qu'avec lui, les PTT étaient à l'abri des mauvais coups. On mesure mieux aujourd'hui la portée d'une telle démagogie.

En luttant ensemble, avec les communistes, on peut faire échec aux prétentions des liquidateurs du Service public. C'est l'intérêt commun du personnel et des usagers de s'associer dans l'action pour la sauvegarde de ce bien national.

(1) Hubert Prévot, conseiller à la Cour des Comptes proche de M. Rocard, chargé par le ministre des PTT d'établir un rapport sur l'avenir du Service public en vue de l'Europe de 1992.

TÉLÉCOMMS DE DEMAIN : LE CHOIX DES TRAVAILLEURS

Explosion est bien le mot qui convient lorsque l'on aborde le domaine de la communication durant ces dernières années. Liée à la miniaturisation en matière de technologie électronique (les puces) et au progrès de l'informatique, ses retombées offrent des potentialités extraordinaires au développement de l'individu et de l'humanité entière.

Mais celles-ci sont totalement détournées. Alors que les besoins et les nouvelles technologies exigent de créer des milliers d'emplois nouveaux, c'est le contraire qui se produit.

Les multinationales se livrent une guerre sans merci pour s'accaparer les réseaux et les terminaux. Dans le même temps, elles conjuguent leurs efforts pour déstabiliser les services publics et briser leurs monopoles.

La maîtrise de la communication est en effet l'enjeu majeur des années à venir car c'est un moyen considérable de domination économique et idéologique.

L'intervention des travailleurs, et notamment de ceux des Télécoms, est donc non seulement nécessaire mais indispensable pour inverser cette tendance.

Par leur vote le 18 juin pour la liste communiste, par leurs luttes quotidiennes pour défendre le service public, leur statut, ils s'opposent à une Europe du capital destructrice d'emplois, ils construiront une Europe de coopération où la communication sera synonyme d'enrichissement social.

SCANDALE

Après la fermeture de la Coop des PTT en 1987 :

Les anciens administrateurs agents des PTT sont traduits devant le tribunal de commerce de Nantes.

On leur réclame une somme de 2 millions de francs après avoir supprimé ce service social.

L'administration des PTT laisse seul son personnel devant le tribunal.

Merci M. Quilès.